

favorisé l'adhésion du Canada à l'Organisation. Après tout, pendant cette période, des gouvernements canadiens successifs ont adopté des politiques indépendantes sur des questions controversées telles les relations avec Cuba. Même s'il a procédé avec circonspection, notre gouvernement a adopté à l'égard de la crise en Amérique centrale une politique très différente de celle que préconisent actuellement les États-Unis. Comme l'a signalé le sous-comité dans son rapport final: "L'amitié entre le Canada et les États-Unis repose en effet sur des bases solides. Nous croyons qu'elle est capable de supporter, comme cela s'est déjà produit au sein d'autres institutions internationales, des différences occasionnelles dans la conception que nos deux pays se font des questions soumises à l'Organisation des États américains."

La crainte de voir les pays d'Amérique latine et des Antilles demander au Canada de défendre sans fléchir leurs positions au sein de l'O.E.A. et de s'opposer carrément au géant américain n'est pas du tout fondée. La façon dont est perçu le Canada dans cette région et le fait que cette crainte s'appuie sur une très mauvaise appréciation de l'aptitude de ces gouvernements à bien cerner la réalité le démontrent amplement.

Le Canada est vu comme une puissance moyenne modérée et non comme un médiateur infailible. Il est perçu comme un pays d'orientation essentiellement occidentale et démocratique, mais qui a sa propre conception des relations internationales. Et l'on sait que le Canada appuie le mouvement international de protection des droits de la personne. Si les pays de l'Amérique latine ne voulaient que des amis qui les encenseraient sans jamais les critiquer, ils n'appuieraient pas, comme ils le font sans réserve, l'entrée du Canada à l'O.E.A. comme membre à part entière.

Vues de plus près, les réticences entourant notre adhésion à l'O.E.A. proviennent réellement de la crainte que le Canada participe plus étroitement aux affaires de l'hémisphère et adopte des positions qui lui sont propres à l'égard de questions importantes. Après tout, si nous risquons de blesser des susceptibilités en prenant la parole au sein de l'O.E.A., nous courons le même risque chaque fois que nous nous prononçons clairement et avec force ailleurs. Le Canada veut-il donc demeurer une présence largement muette et invisible dans les Amériques en évitant de s'intéresser aux grandes questions? Est-ce dans l'intérêt du Canada de le faire? Je ne le crois pas.

Je prétends que le Canada a tout intérêt à faire valoir dans les Amériques sa tradition d'internationalisme et sa créativité au niveau des institutions. Je maintiens que le Canada doit adhérer à l'O.E.A. et appuyer les efforts constructifs qui visent à renforcer et à réformer l'Organisation. Il est temps de reconnaître que le Canada fait partie des Amériques. □